

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(C.C.A.P)**

**Marché public de maîtrise d'œuvre passé selon la procédure formalisée :  
Appel d'Offre Ouvert (AOO)**

**N° 24 037**

**Marché de maîtrise d'œuvre relatif à la mise en  
conformité de certains ouvrages de sécurité incendie  
et à la réalisation de diverses prestations tous corps  
d'états à la Caisse Nationale Militaire de Sécurité  
Sociale de Toulon**

## Table des matières

1	CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE .....	5
1.1	Objet du marché.....	5
1.2	Forme du marché .....	5
1.3	Pièces constitutives du marché .....	6
1.3.1	Pièces particulières et générales .....	6
1.4	Durée du marché et des prestations.....	7
2	PRESTATIONS DU MARCHE .....	7
2.1	Définition et contenu des prestations.....	7
2.1.1	Contenu des éléments de mission .....	7
2.1.2	Eléments de missions de base :.....	7
2.1.3	Missions complémentaires :.....	12
2.1.4	Interruption / suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles....	16
2.2	Prestations similaires.....	16
2.3	Exécution des prestations .....	16
2.3.1	Lieu d'exécution .....	16
2.3.2	Modalités d'exécution .....	16
2.3.3	Conducteur d'opération.....	17
2.3.4	Contrôle technique et missions confiées au CT .....	17
2.3.5	Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS)	17
2.3.6	Sous-traitance.....	17
2.4	Informations réciproques des cocontractants .....	18
2.5	Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité.....	18
3	ASPECT FINANCIER DU MARCHE : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	18
3.1	Forfait de rémunération .....	18
3.1.1	Modalités de fixation du forfait de rémunération.....	18
3.1.2	Dispositions diverses .....	18
3.2	PRIX.....	18
3.2.1	Forme du prix.....	18
3.2.2	Révision du prix .....	19

3.2.3	Modalités de révision du prix.....	19
3.3	<i>MODALITES FINANCIERES</i> .....	19
3.3.1	Avance option B.....	19
3.3.2	Acomptes.....	20
3.3.3	FACTURATION .....	21
3.3.4	Solde .....	22
3.3.5	Cession – nantissement.....	22
3.3.6	Paieement des sous-traitants.....	22
3.3.7	Retenue de garanties.....	22
4	DELAIS – PRESENTATION DOCUMENT .....	22
4.1	PHASE ETUDES.....	22
4.1.1	Etablissement des documents d'études .....	22
4.2	PHASE TRAVAUX .....	25
4.2.1	Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs .....	25
4.2.2	Ordres de service.....	25
4.2.3	Instruction des mémoires de réclamation .....	25
4.3	MODIFICATION DE PROGRAMME ET/OU DE PRESTATIONS .....	26
5	EXECUTION DE LA MISSION JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	26
5.1	Coût prévisionnel des travaux .....	26
5.2	CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT .....	26
5.3	TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX.....	26
5.4	SEUIL DE TOLERANCE .....	27
5.5	COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX .....	27
6	EXECUTION DE LA MISSION APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX .....	27
6.1	Coût de réalisation des travaux .....	27
6.2	CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT .....	28
6.3	TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	28
6.4	SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX .....	28
6.5	COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE.....	28
6.6	MESURES CONSERVATOIRES.....	28
6.7	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....	28

7	PENALITES.....	28
7.1.1	Délai pour représenter les prestations après décision du maitre d'ouvrage.....	28
7.1.2	Exécution des prestations : .....	29
7.1.3	Absence aux réunions : .....	29
7.1.4	Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs .....	29
7.1.5	Ordres de service : .....	29
7.1.6	Instruction des mémoires de réclamation : .....	29
7.1.7	Dépassement du seuil de tolérance : .....	29
8	MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION ET CONSEQUENCES SUR LA REMUNERATION .....	30
8.1	MODIFICATIONS EN COURS d'EXECUTION DE LA MISSION .....	30
8.1.1	Nature des modifications.....	30
8.1.2	Rapport du maître d'œuvre .....	30
8.1.3	Décision de la personne publique .....	31
8.2	CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS EN PHASE CONCEPTION .....	31
8.2.1	Modification de catégorie 1 .....	31
8.2.2	Modifications de catégorie 2 et 3.....	31
8.3	CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS EN PHASE EXECUTION DES TRAVAUX .....	31
8.3.1	Modification de catégorie 1 .....	31
8.3.2	Modification de catégorie 2 et 3 .....	31
9	SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	32
10	UTILISATION DES RESULTATS .....	32
11	ACHEVEMENT DE LA MISSION .....	32
12	RESILIATION DU MARCHE.....	32
13	ASSURANCE, DEROGATIONS ET LITIGES .....	32
13.1	Assurance .....	32
13.2	Litiges .....	32
13.3	Autres obligations administratives .....	33
13.4	Dérogations au CCAG/Maitrise d'œuvre .....	33

# 1 Caractéristiques générales du marché

## 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet une mission de maîtrise d'œuvre, relative à la mise en conformité de certains ouvrages de sécurité incendie et à la réalisation de diverses prestations tous corps d'état, à la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale de Toulon.

La mission de maîtrise d'œuvre concerne :

- le remplacement des blocs portes coupe-feu DAS (Dispositif Actionné de Sécurité) et des blocs portes coupe-feu non DAS, de recoupement des circulations, à tous les niveaux du **bâtiment brun**,
- la (re)constitution du degré coupe-feu (CF) réglementaire, de toutes les parois verticales de recoupement des circulations (y compris prolongements), dans lesquelles sont insérés les blocs portes DAS, à tous les niveaux du **bâtiment brun** ;
- le remplacement de revêtements de sols dans des couloirs du **bâtiment brun** ;
- les modifications du plancher haut (structure béton) du garage pour véhicules légers (VL) du **bâtiment bleu** :
- la dépose du flocage situé en sous-face du plancher haut,
- les réparations et traitements correctifs et préventifs du plancher haut qui comporte des éléments en béton détériorés et des armatures dégradées,
- la reconstitution du degré coupe-feu réglementaire du plancher haut et l'amélioration de sa résistance thermique,
- la réalisation de l'isolement CF du garage par rapport aux locaux contigus,
- le remplacement de blocs portes de certains locaux des **bâtiments brun et bleu**,
- divers prestations et ouvrages tous corps d'état complémentaires et/ou nécessaires aux parfaites réalisation et finition des travaux décrits ci-dessus.

Le programme technico-fonctionnel de l'opération est joint à la présente consultation (description de l'établissement, des besoins et exigences techniques et fonctionnelles du maître d'ouvrage, des modalités de réalisation et des contraintes de déroulement des travaux).

### Montant estimé des travaux par la maîtrise d'ouvrage :

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle hors TVA affectée aux travaux par le maître d'ouvrage (incluant les contraintes de déroulement des travaux et de continuité de fonctionnement des bâtiments et services de la CNMSS) est de **875 000 €HT - valeur MO études**.

## 1.2 Forme du marché

La consultation est lancée suivant une procédure formalisée visée à l'article R 2124-1 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

La consultation est un appel d'offres ouvert visée à l'article R 2124-2 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

La consultation prend en compte la possibilité de recourir aux marchés similaires visé à l'article R 2122-7 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

## 1.3 Pièces constitutives du marché

### 1.3.1 Pièces particulières et générales

Dans l'ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'acte d'engagement et ses annexes 1 et 2 :
  - 1/ répartition des honoraires de maîtrise d'œuvre par éléments de missions et par co-traitant, pour la mission de base.
  - 2/ répartition des honoraires de maîtrise d'œuvre par éléments de missions et par co-traitant, pour les missions complémentaires,
- ✓ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- ✓ Le programme technico-fonctionnel de l'opération,
- ✓ DTA amiante bâtiment Bleu et bâtiment Brun
- ✓ DTA plomb : bâtiment Bleu et bâtiment Brun
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales Maitrise d'œuvre (CCAG/MOE), applicables aux marchés publics de Maitrise d'œuvre approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021) en vigueur à la date de notification,
- ✓ Clauses Administratives Générales (C.C.A.G. travaux) applicables aux marchés publics de travaux approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021) en vigueur à la date de notification, applicable sur le rôle de Maitre d'Œuvre dans la phase exécution des travaux
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs,
- ✓ Mémoire technique.

Les exemplaires originaux des pièces citées ci-dessus sont conservés dans les archives de la personne publique et font seul foi.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au mois de remise des offres (mois m 0).

**Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions :**

- ✓ **Partie législative du code de la commande publique, Livre IV intitulé « Dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée »** relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, l'élaboration du programme et la détermination de l'enveloppe financière peuvent se poursuivre jusqu'à la fin des études d'avant-projet. ;
- ✓ Partie réglementaire du code la commande publique, livre IV intitulé « Dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre » ;
- ✓ Annexe n°20 du code de la commande publique : arrêté précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privés.

**Stipulation le domaine d'exploitation des droits :**

Le domaine d'exploitation des droits cédés par le maître d'œuvre (droits de représentation et de reproduction) s'exerce pendant la durée de vie de l'ouvrage et sur le territoire français. L'offre des candidats est réputée comprendre la rémunération relative à cette autorisation.

## 1.4 Durée du marché et des prestations

Le marché de maîtrise d'œuvre est conclu à partir de sa date de notification, et pour toute la durée de la mission de maîtrise d'œuvre, jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (GPA) des ouvrages (de tous les marchés de travaux) prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître d'ouvrage en application de l'article 44.2 du CCAG/Travaux et réception par le maître d'ouvrage du compte-rendu de fin de GPA pour chaque marché de travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur donne délégation au conducteur d'opération pour la notification des ordres de services.

Le démarrage de la mission du titulaire intervient à la date précisée par l'ordre de service du conducteur d'opération.

Par ailleurs, le démarrage de chaque élément de mission et de chaque mission, sera précisé par l'ordre de service du conducteur d'opération prescrivant de commencer, l'élément de mission ou la mission concerné(e).

### Délai prévisionnel des travaux :

La durée contractuelle d'exécution des travaux (pour les marchés de travaux) est estimée par le maître d'ouvrage à environ **huit (8) mois** (comprenant la période de préparation de 2 mois et le délai de fabrication et d'approvisionnement des ouvrages).

Les travaux devront être réalisés selon les contraintes de l'établissement.

## 2 Prestations du marché

### 2.1 Définition et contenu des prestations

#### 2.1.1 Contenu des éléments de mission

La mission de maîtrise d'œuvre comprend une mission de base et des missions complémentaires.

#### 2.1.2 Eléments de missions de base :

La mission comprend une mission de base, au sens de la partie réglementaire du code la commande publique, livre IV intitulé « Dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre » et à son annexe 20 ;

Le contenu de chaque élément de mission de la mission de base est celui qui figure à l'annexe II de l'annexe 20 du code de la commande publique : arrêté précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé, complété le cas échéant par les prescriptions énoncées ci-dessous :

##### 2.1.2.1 – APS : études d'avant-projet sommaire

L'APS doit permettre de :

- ⇒ De définir les solutions techniques adaptées ;
- ⇒ Vérifier la compatibilité des solutions retenues avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations notamment celles relatives à la sécurité incendie, à la sécurité des personnes et à l'hygiène et à la sécurité,

- ⇒ Examiner les possibilités et contraintes de raccordement aux différents réseaux du bâtiment existant,
- ⇒ Dans la continuité du diagnostic, poursuivre et mettre à jour les études inhérentes aux caractéristiques des ouvrages tous corps d'états, des ouvrages de menuiseries, des ouvrages concourant à la sécurité incendie, des équipements CVC et de plomberie, des appareillages et installations électriques (électricité courants forts et courants faibles, SSI etc.), des installations techniques diverses, des autres ouvrages tous corps d'états et prestations diverses),
- ⇒ Réaliser l'état projeté des futures ouvrages et installations et proposer plusieurs solutions techniques,
- ⇒ Proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ainsi que les performances techniques à atteindre,
- ⇒ Préciser un calendrier de réalisation avec un phasage détaillé et le cas échéant le découpage en tranches optionnelles,
- ⇒ Établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux,
- ⇒ Prévoir d'établir une tranche ferme et au moins 3 tranches optionnelles à minima,

#### **2.1.2.1 – APD : études d'avant-projet définitif et élaboration des dossiers de demandes d'autorisations administratives**

Dans la continuité des études d'APS, l'APD a pour objet de :

- ⇒ De définir les solutions techniques adaptées ;
- ⇒ Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques et les raccordements,
- ⇒ dans la continuité de l'APS, poursuivre et mettre à jour les études inhérentes aux caractéristiques des ouvrages tous corps d'états, des ouvrages de menuiseries, des ouvrages concourant à la sécurité incendie, de désenfumage naturel, des complexes d'étanchéité, des équipements CVC et de plomberie, des appareillages et installations électriques (électricité courants forts et courants faibles, SSI etc.), des installations techniques diverses, des autres ouvrages tous corps d'états et prestations diverses),
- ⇒ Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives notamment celles relatives à la sécurité incendie, à la sécurité des personnes et à l'hygiène et à la sécurité,
- ⇒ Préciser un calendrier de réalisation avec un phasage détaillé et le cas échéant le découpage en tranches optionnelles,
- ⇒ Établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés,
- ⇒ Établir une tranche ferme et au moins 3 tranches optionnelles,
- ⇒ Permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance,
- ⇒ Arrêter le forfait définitif de rémunération dans les conditions prévues au CCAP,

Dans le cadre des études d'avant-projet, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions esthétiques, techniques, et économiques proposées.



### **Dossier de demandes d'autorisation de travaux, de déclaration préalable et d'autorisations administratives :**

Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier administratif. Le maître d'œuvre effectue toutes les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention des autorisations administratives (autorisations de travaux, déclaration préalable, autorisations d'urbanismes, accord de la mairie, l'autorisation des gestionnaires de réseaux, etc.).

Le maître d'œuvre constitue intégralement les dossiers et assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations, pendant toute la durée de l'instruction y compris lors des échanges informels avec les organismes instructeurs.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception de l'autorisation de travaux, il lui en transmet une copie et procède à l'affichage réglementaire sur le terrain.

Si l'opération nécessite d'autres autorisations administratives, le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage, pendant toute la durée de leur instruction. Le maître d'œuvre effectue toutes les démarches nécessaires et constitue intégralement tous les dossiers correspondants.

#### **2.1.2.2- PRO/DCE : études de projet et élaboration du dossier de consultation des entreprises**

Les études de projet fondées sur le programme et les avant-projets approuvés par le maître d'ouvrage, ainsi que les demandes d'autorisation de travaux et les différentes autorisations administratives définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objectif de :

- ⇒ Préciser par des plans, coupes et élévations les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre,
- ⇒ Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et tous les équipements techniques,
- ⇒ Préciser les tracés des alimentations et des évacuations de tous les fluides,
- ⇒ Décrire précisément tous les ouvrages tous corps d'états dans le détail et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet,
- ⇒ dans la continuité de l'APD, poursuivre, mettre à jour et finaliser les études inhérentes aux caractéristiques des ouvrages tous corps d'états, des ouvrages de menuiseries, des ouvrages concourant à la sécurité incendie, des complexes d'étanchéité, des équipements CVC et de plomberie, des appareillages et installations électriques (électricité courants forts et courants faibles, SSI etc.), des installations techniques diverses, des autres ouvrages tous corps d'états et prestations diverses),
- ⇒ Établir le coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant-métré,
- ⇒ Déterminer le délai global de la réalisation de l'ouvrage et toutes les contraintes détaillées de réalisation des travaux à respecter.
- ⇒ Insérer et organiser le PRO/DCE, la DPGF et les plans en insérant une tranche ferme et au moins 3 tranches optionnelles à minima,

Cet élément de mission comprend notamment pour chaque lot la rédaction du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et de ses annexes (plans, études et tous les autres documents du dossier de consultation des entreprises (DCE)), ainsi que le calendrier d'exécution détaillé des travaux (OPC), le cadre vierge de la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) de chaque lot, l'estimation financière détaillée (quantitatif estimatif détaillé) du maître d'œuvre.

**Nota :** La mission ACT démarrera en même temps que la phase « PRO/DCE » (élaboration des clauses administratives du CCAP, RC, AE par le maître d'œuvre à insérer dans un document intitulé « Fiche technico-administrative » (la trame modifiable en version « .doc » sera transmise au maître d'œuvre avant le démarrage de la phase « PRO/DCE »). La fiche technique administrative permettra au service des achats de la CNMSS de constituer les pièces administratives (AE, CCAP, RC) des marchés de travaux.

#### **2.1.2.3 ACT : assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux, y compris la réalisation de l'analyse des candidatures et des offres des entreprises de travaux, ainsi que la préparation des négociations et mises au point nécessaire**

Cet élément de mission comprend les tâches et prestations suivantes :

- ⇒ Préparation de la consultation des entreprises en fonction du mode de passation et de dévolution des marchés de travaux ;
- ⇒ Établir le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (plans, études et tous les autres documents du dossier de consultation des entreprises (DCE)), le cadre vierge de la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF), l'estimation financière détaillée (quantitatif estimatif détaillé) du maître d'œuvre ;
- ⇒ Établir la fiche technico-administrative mentionnant tous les renseignements nécessaires à la rédaction des pièces administratives (RC, CCAP, AE) des marchés de travaux ;
- ⇒ Proposition au maître d'ouvrage des critères de sélection et de qualification à insérer dans l'avis de publicité et dans le règlement de consultation, ainsi que des critères de jugement des offres ;
- ⇒ Effectuer les réponses aux questions posées par les entreprises (pendant toute la consultation) suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage,
- ⇒ Analyse des candidatures et proposition de sélection au maître d'ouvrage,
- ⇒ Analyse des offres et s'il y a lieu analyse des variantes, établissement d'un rapport comparatif détaillé d'analyse techniques et financière des offres,
- ⇒ Préparation des négociations et des mises au point, le cas échéant.

#### **2.1.2.4 VISA : Examen de la conformité du projet et visa des études d'exécution réalisées par les entreprises, afin d'assurer le respect des dispositions des études de projet)**

Le maître d'œuvre s'assure que les documents d'exécution établis par les entrepreneurs respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre le VISA.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre a pour objet d'assurer le maître d'ouvrage que les documents établis respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre.

**Le maître d'œuvre effectue également la synthèse de l'ensemble des documents d'exécution établis par les entrepreneurs.**

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par un homme de l'art. La délivrance du visa ne dégage pas les entrepreneurs de leur propre responsabilité.

La délivrance du VISA comporte :

- ⇒ L'examen de la conformité des plans et des documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par le maître d'œuvre,

- ⇒ L'établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution,
- ⇒ L'examen et l'approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCTP des marchés de travaux,
- ⇒ Les arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs,
- ⇒ L'examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par le maître d'œuvre des matériaux et des matériels,
- ⇒ Le contrôle des cohérences inter-entreprises.

#### 2.1.2.5- DET : direction de l'exécution des contrats de travaux

La direction de l'exécution des contrats de travaux a pour objet de :

- ⇒ S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées,
- ⇒ S'assurer que les documents à produire par les entrepreneurs, en application des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradictions normalement décelables par un homme de l'art,
- ⇒ S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions des contrats de travaux,
- ⇒ Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier,
- ⇒ Informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et des dépenses, avec indication des évolutions notables,
- ⇒ Vérifier et analyser le cas échéant, les devis des entrepreneurs pour établir les fiches de travaux modificatifs des prestations modifiées pour validation par le pouvoir adjudicateur,
- ⇒ Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentées par les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par les entrepreneurs et établir le décompte final,
- ⇒ Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par les entrepreneurs en litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre devra notamment réaliser autant de réunions de chantier par semaine et de réunions techniques sur site que le nécessiteront la complexité technique de réalisation de l'ouvrage et le phasage des travaux en site occupé, (avec au minimum une réunion de chantier hebdomadaire sur site faisant l'objet d'un compte-rendu de réunion détaillé).

La durée contractuelle d'exécution des travaux (pour les marchés de travaux) est estimée par le maître d'ouvrage à environ **huit (8) mois** (comprenant la période de préparation de deux (2) mois et le délai de fabrication et d'approvisionnement des ouvrages). Les travaux devront être réalisés selon les contraintes de l'établissement et selon les périodes autorisées par les autorités compétentes.

#### 2.1.2.6- AOR : assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception, ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement des travaux (GPA)

Cette phase comprend notamment les actions et tâches suivantes :

- ⇒ Organiser les opérations préalables à la réception des travaux, nécessaires au contrôle de la bonne réalisation des travaux, ainsi que la réalisation des essais nécessaires à la confirmation du fonctionnement des installations techniques ;

- ⇒ Assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée,
- ⇒ Procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage et faire procéder à la levée des désordres ;
- ⇒ Constituer le dossier des ouvrages exécutés (DOE) nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par les entrepreneurs, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre ;
- ⇒ Effectuer les comptes rendus de fin de GPA ;

### 2.1.3 Missions complémentaires :

#### 2.1.3.1 – Mission Etudes de diagnostics DIA

Les études de diagnostic qui permettent de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état du bâtiment, de ses ouvrages tous corps d'états et de ses installations techniques et sur la faisabilité de l'opération ont pour objet :

- 1° D'établir un état des lieux précis de tous les ouvrages ;
- 2° De définir les causes et les origines des différents désordres ;
- 3° De définir les solutions techniques de remise en état et d'en déduire et confirmer la faisabilité de l'opération.

D'une part, ces études de diagnostics permettront de connaître :

#### \* Bâtiment brun (recoupement coupe-feu des circulations) :

Pour chaque recoupement et chaque bloc porte de recoupement (soixante-cinq environ) :

- ⇒ L'étude et l'analyse de la réglementation incendie, des degrés coupe-feu requis pour les parois de recoupement et pour les blocs portes, la définition du mode de construction du bâtiment et de son type de cloisonnement (y compris la prolongation des parois de recoupement des circulations dans les locaux contigus) ;
- ⇒ L'état et la constitution précise des parois (pour chaque paroi) dans lesquelles sont insérées les blocs porte DAS et non DAS (nature de la paroi, épaisseur, constitution précise, enduits, degré coupe-feu de la paroi, présence de trous ou non à reboucher pour chaque paroi (notamment en plénum de plafond suspendu)) ;

**Nota :** Le maître d'œuvre devra réaliser les percements (sondages) et effectuer leur rebouchage à l'issue. Le cas échéant, ces prestations devront être prévues par un co-traitant ou un sous-traitant de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

- ⇒ L'état et les caractéristiques des blocs portes existants, la vérification du positionnement des parois de recoupement, des blocs portes, des sens d'ouverture réglementaire des vantaux (pour chaque paroi et chaque bloc porte),
- ⇒ La vérification de la présence et/ou de l'absence de conflits entre les ouvrages (sens d'ouverture des vantaux, fléchage des blocs d'éclairage de sécurité, indications des plans d'évacuation incendie, présence ou non des portes d'ascenseurs, portes de locaux adjacents le cas échéant, configuration des lieux pour chaque bloc porte et chaque paroi de recoupement...) ;
- ⇒ Les vérifications des dimensions réglementaires (dégagements, unités de passage, etc.) de chaque bloc porte,
- ⇒ Le relevé des différents équipements et ouvrages situés à proximité des parois verticales à modifier et/ou remplacer et des blocs portes à remplacer : luminaires, commandes

d'éclairage, éclairage de sécurité, câblages, moulures et supports d'électricité, déclencheurs manuels incendie, extincteurs et leurs supports, plinthes, barres de seuil, revêtements de sols, plafonds suspendus, équipements CVC, etc.

- ⇒ L'analyse de la conformité réglementaires des ouvrages et des dispositions existantes, le relevé des anomalies, désordres, non-conformités et dysfonctionnements,
- ⇒ Prédéfinir les solutions techniques à mettre en œuvre.

**\* Bâtiment brun (remplacement des revêtements de sol des circulations) :**

- ⇒ L'étude et l'analyse de la réglementation incendie,
- ⇒ Diagnostic de l'état des sols dans toutes les zones, de leur composition, de la nature et de l'état des chapes, de leur altimétrie, des points singuliers dans toutes les zones où le sol doit être remplacé,

**Nota :** Le maître d'œuvre devra réaliser les percements (sondages) et effectuer leur rebouchage à l'issue. Le cas échéant, ces prestations devront être prévues par un co-traitant ou un sous-traitant de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

- ⇒ Les relevés de toutes les barres de seuils, des portes des locaux,
- ⇒ L'analyse de la conformité réglementaires des ouvrages et des dispositions existantes,
- ⇒ Le relevé des anomalies, désordres, non-conformités et dysfonctionnements,
- ⇒ Prédéfinir les solutions techniques à mettre en œuvre.

**\* Bâtiment brun et bâtiment bleu (remplacement de blocs portes de locaux techniques) :**

Pour chaque bloc porte et parois (une vingtaine), mêmes prestations de diagnostics que celles décrites précédemment dans le paragraphe intitulé « Bâtiment brun (recoupement coupe-feu des circulations) ».

**\* Bâtiment bleu (plancher haut du garage) :**

- ⇒ L'étude et l'analyse de la réglementation incendie,
- ⇒ Le mode de construction du bâtiment, des locaux et ouvrages,
- ⇒ Les vérifications réglementaires nécessaires, l'étude et l'analyse de la réglementation incendie,
- ⇒ L'état des flocages et ouvrages coupe-feu, ainsi que des points singuliers,
- ⇒ Les relevés des installations électriques courant fort et courant faible et des équipements SSI,
- ⇒ Les relevés des installations de CVC (réseaux de traitements d'air, réseaux hydrauliques...) et de plomberie (adduction, évacuations EU/EP...),
- ⇒ Le mode constructif des planchers, leur composition, l'état des planchers haut en béton armé (béton, armatures...) et la définition des traitements correctifs et préventifs à réaliser) ;

**Nota :** Le maître d'œuvre devra réaliser les percements (sondages) et effectuer leur rebouchage à l'issue. Le cas échéant, ces prestations devront être prévues par un co-traitant ou un sous-traitant de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

- ⇒ L'étude et l'analyse de la réglementation incendie, le relevé des anomalies, désordres, non-conformités et dysfonctionnements,

- ⇒ Prédéfinir les solutions techniques à mettre en œuvre.
- ⇒ D'autre part, ces études de diagnostics permettront :
- ⇒ De la présence ou non d'amiante et de plomb ;
- ⇒ Des autres investigations à mener à déterminer par le maître d'œuvre ;
- ⇒ Des autres ouvrages.

Elles permettront de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état des différents ouvrages, ainsi que sur l'état de conformité et/ou de non-conformité des installations et ouvrages.

Elles comporteront :

- ⇒ l'apport de recommandations et de conseils au maître d'ouvrage et à l'exploitant ;
- ⇒ La proposition de mesures conservatoires immédiates à prendre si nécessaire par le maître d'ouvrage et l'exploitant ;
- ⇒ La proposition de plusieurs solutions techniques différentes, en proposant plusieurs axes, et sur différents périmètres, en priorisant et en hiérarchisant pour chaque solution les travaux et prestations ; Le maître d'œuvre devra préciser les avantages et inconvénients de chacune des solutions proposées ;
- ⇒ La détermination des différents travaux tous corps d'états à réaliser pour réparer les désordres de tous les ouvrages et remettre tous les locaux en état.

**Nota : Cette mission DIA devra se faire préalablement à la phase avant-projet sommaire.**

#### 2.1.3.2- Mission de coordination SSI (Système de Sécurité Incendie)

**Préambule :** Le système de sécurité incendie de la CNMSS (SSI de catégorie A de marque ASD) est neuf (2024). La maîtrise des installations SSI existantes, la maîtrise des extensions et modifications, la gestion des mises à jour, des dossiers des ouvrages exécutés, du dossier d'identité SSI sont des points fondamentaux pour le maître d'ouvrage et la sécurité des personnes.

Le contenu de la mission de coordination SSI doit être conforme à la norme NF S61-932 de juillet 2000.

##### **En phase conception :**

Le coordinateur établit un cahier des charges fonctionnel du SSI définissant :

- ⇒ La catégorisation du SSI,
- ⇒ L'organisation et la corrélation des zones de détection (ZD) et de sécurité (ZS),
- ⇒ Le positionnement des matériels centraux déportés,
- ⇒ Les modalités d'exploitation d'alarme (restreinte, générale ou sélective),
- ⇒ Les constituants du SSI, le mode de fonctionnement des dispositifs commandés terminaux (DCT) et les options de sécurité des dispositifs actionnés de sécurité (DAS),
- ⇒ Le principe et la nature des liaisons,
- ⇒ La procédure de réception technique.

**Le coordonnateur SSI participera à la conception et à l'élaboration des études de conception de maîtrise d'œuvre (DIA, APS, APD et PRO/DCE) concernant les blocs portes coupe-feu DAS.**

##### **En phase réalisation :**

- ⇒ Suivi de la cohérence entre les différents équipements du SSI,
- ⇒ Création et mise à jour du dossier d'identité SSI conforme à la norme NF S61-932,



- ⇒ Contrôle du respect du cahier des charges et suivi du contrôleur technique,
- ⇒ Réalisation des essais SSI,
- ⇒ l'établissement du procès-verbal de réception technique et élaboration du dossier d'identité SSI.

Le CSSI veillera à garantir l'intégrité du SSI de l'établissement et à assurer la continuité de fonctionnement des installations de sécurité incendie pendant les travaux.

**Le coordonnera SSI validera pendant la phase réalisation les dossiers d'exécution des entreprises, pour les parties le concernant (plans EXE des blocs portes, fiches techniques, certifications et normalisation des produits (blocs portes, ventouses, câblages, modalités d'adaptation des câblages...), associativité des matériels entre-eux et avec le SSI.**

**Le coordonnateur SSI devra réaliser tous les essais de fonctionnement des nouveaux blocs portes DAS et des ouvrages SSI modifiés et/ou déplacés. Il devra remettre un procès-verbal détaillé à l'issue des travaux et mettre à jour le dossier d'identité du système de sécurité incendie (SSI) existant.**

### 2.1.3.3 Mission de coordination OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination)

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier ont pour objet :

- ⇒ Pour l'ordonnancement et la planification : d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux ; de déterminer leurs enchainements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités,
- ⇒ Pour la coordination : d'harmoniser dans le temps et l'espace, les actions des différents intervenants au stade des travaux,
- ⇒ Pour le pilotage : de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

#### **En phase de conception, le pilote est chargé :**

- ⇒ De l'élaboration du calendrier prévisionnel détaillé des travaux.

#### **En phase de préparation des travaux, le pilote est chargé :**

- ⇒ De regrouper les listes des plans d'exécution établis par les entrepreneurs,
- ⇒ De mettre en place l'organisation générale de l'opération,
- ⇒ De planifier et coordonner temporairement les études d'exécution,
- ⇒ De planifier les travaux.

#### **En phase d'exécution des travaux, le pilote est chargé :**

- ⇒ De veiller au respect du cadre d'organisation défini en phase préparation,
- ⇒ De mettre à jour la planification générale et de la compléter par une planification détaillée par périodes et par élément d'ouvrage,
- ⇒ De coordonner l'ensemble des intervenants, en particulier en animant des réunions spécifiques de coordination et de diffuser leurs comptes rendus,
- ⇒ De veiller au respect des objectifs calendaires et le cas échéant de proposer des mesures correctives pour rattraper les retards,
- ⇒ D'apprécier l'origine des retards,

## **En phase d'assistance aux opérations de réception, le pilote est chargé :**

- ⇒ D'établir la planification des opérations de réception,
- ⇒ De coordonner et de piloter ces opérations,
- ⇒ De pointer l'avancement des levées de réserves.

### **2.1.4 Interruption / suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.**

A l'issue de chacune des parties techniques énumérées ci-dessous le maître d'ouvrage pourra décider d'arrêter la mission sans que le titulaire ne puisse prétendre à des indemnités.

En cas d'arrêt d'une partie technique décidées par le maître de l'ouvrage, le présent contrat fait l'objet d'un acte modificatif.

- ⇒ Partie technique 1 : Diagnostic ;
- ⇒ Partie technique 2 : APS/APD/PRO-DCE/ACT ;
- ⇒ Partie technique 3 : VISA/DET/AOR ;

## **2.2 Prestations similaires**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## **2.3 Exécution des prestations**

### **2.3.1 Lieu d'exécution**

Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale  
247 et 256, Avenue Jacques Cartier  
83 090 Toulon Cédex 9

### **2.3.2 Modalités d'exécution**

Le mode de dévolution des marchés de travaux est précisé au plus tard avant le commencement de la mission PRO.

Les travaux se dérouleront selon les contraintes de déroulement des travaux et de continuité de fonctionnement de l'établissement fixées dans le programme de l'opération.

La gestion des travaux devra faire l'objet d'une attention particulière, d'un phasage précis et d'une coordination avec l'exploitant et le maître d'ouvrage. La planification devra recevoir l'avis favorable de la commission de sécurité et des autorités compétentes.

Le maître d'œuvre réalisera autant de réunion de chantier par semaine et de réunions techniques sur site (avec au minimum une réunion de chantier hebdomadaire sur site) que le nécessiteront la complexité technique de réalisation de l'ouvrage et le phasage des travaux en site occupé.

Le maître d'œuvre devra se coordonner avec les autres maîtrises d'œuvres d'autres opérations en cours.



Les délais d'exécution des missions de base et des missions complémentaires sont indiqués dans l'acte d'engagement.

### **2.3.3 Conducteur d'opération**

La conduite d'opération est assurée par la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS) de Toulon - Département Infrastructures et Moyens Généraux (DIM) – Service gestion des bâtiments.

Le conducteur d'opération est l'unique interlocuteur public de la maîtrise d'œuvre.

Le représentant du pouvoir adjudicateur donne délégation au conducteur d'opération pour la notification des ordres de services.

### **2.3.4 Contrôle technique et missions confiées au CT**

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé. Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique, agréé au sens de la loi du 4 janvier 1978, sont les suivantes :

**L** (solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables),  
**LE** (solidité des existants),  
**S** (conditions de sécurité des personnes dans les constructions),  
**P1** (solidité des éléments d'équipement non indissociablement) ;

Le contrôleur technique remettra un avis en phase conception avant travaux (RICT) et un rapport de vérifications réglementaires (RVRAT) à l'issue des travaux.

Les coordonnées du contrôleur technique seront communiquées ultérieurement.

### **2.3.5 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS)**

La présente opération relève de la 2<sup>ème</sup> catégorie au sens du code du travail (loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la sécurité et la santé des travailleurs et des décrets pris pour son application). Le maître d'ouvrage est assisté d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du DIUO.

Les coordonnées du coordonnateur SPS seront communiquées ultérieurement.

### **2.3.6 Sous-traitance**

Conformément à l'article 3.6 du CCAG/MOE le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC4 « déclaration du sous-traitant », dûment renseigné et signé et adressé au maître d'ouvrage selon les conditions décrites aux articles suivants :

- Article R 2193-1 déclaration au moment de l'offre
- Article R 2193-3 et R 2193-4 après la notification du marché

## **2.4 Informations réciproques des cocontractants**

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

De même, le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations et pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

## **2.5 Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité**

Conformément à l'article 5 du CCAG / Maitrise d'Œuvre, il est fait application des stipulations décrites en matière d'obligations de confidentialité du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

# **3 Aspect financier du marché : prix et règlement des comptes**

## **3.1 Forfait de rémunération**

### **3.1.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération**

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération «  $t$  » fixé au paragraphe D2 de l'acte d'engagement par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée, en euros HT, dans l'acte d'engagement.

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération «  $t$  » fixé au paragraphe D2 de l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

### **3.1.2 Dispositions diverses**

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération sont fixés par avenant, signé sans réserve par les deux parties.

## **3.2 PRIX**

### **3.2.1 Forme du prix**

Le prix est conclu à titre provisoire, forfaitaire et révisable pour les missions de base.

Les prix des missions complémentaires sont traités à prix définitif dès la notification du marché, forfaitaires et révisables.

Il est établi en euros hors taxes.

Le montant de la T.V.A. est celui applicable au taux de la période considérée d'exécution des prestations.

Dans le cas d'une variation du taux en cours d'exécution, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 des études figurant à l'acte d'engagement.

### 3.2.2 Révision du prix

L'indice utilisé est ING, paru sur le site internet de l'INSEE [www.insee.fr](http://www.insee.fr) sous l'identifiant n°001711010 : bases de données/indices et séries chronologiques/bulletin statistique/construction logement/Indice des coûts de production dans la construction/index divers dans la construction/ING Ingénierie.

### 3.2.3 Modalités de révision du prix

La révision prévue par l'article 3.2.2 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision donné par la formule suivante :

$$P = P0 (0,150 + 0,850 \text{ INGm} / \text{ING0})$$

Dans laquelle : P = prix révisé et P0 = prix initial

INGm = indice mensuel du mois d'exécution des prestations

ING0 = indice du mois de la date limite de fixation du prix dans l'offre

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La variation est calculée avec les valeurs définitives des indices, il n'est pas prévu de variation provisoire des prix.

Lorsqu'une série est arrêtée, la série équivalente utilisée pour le calcul de la variation des prix est celle proposée par l'INSEE en remplacement de la série arrêtée avec application d'un coefficient de raccordement s'il y a lieu.

L'application de la variation des prix est à la charge du titulaire, qui doit y procéder conformément aux stipulations du marché lors de l'établissement de la facturation.

## 3.3 MODALITES FINANCIERES

### 3.3.1 Avance option B

Modalités de paiement : Dans le cas où le titulaire a perçu une avance, le remboursement de cette dernière s'effectue, dans la mesure du possible, par précompte unique sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées par lui atteint ou dépasse 65% du montant total du marché, toutes taxes comprises. Dans l'éventualité où la somme précomptée ne permet pas de récupérer le montant total de l'avance, le montant restant dû est prélevé sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

Modalités de remboursement : le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, selon un rythme et des modalités fixées ci-dessous (3.3.2 Acomptes). En tout état de cause, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

### 3.3.2 Acomptes

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG/MOE les modalités de règlement s'effectuent comme suit :

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

⇒ **Pour l'établissement des documents d'études « DIA », « APS », « APD », « PRO-DCE » :**

Les prestations incluses dans les documents d'études sont réglées comme suit :

1- à date de remise des documents d'études : **70%**.

2- à la date de l'approbation définitive par le maître d'ouvrage des documents d'études : **30%**.

⇒ **Pour l'élément de mission ACT:**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

1- après réception du dossier de consultation des entreprises : **20%**,

2- après réception de l'analyse comparative des offres des entreprises de travaux des différents marchés et des rapports de présentation (et validation des documents par le maître d'ouvrage) : **50%**.

3- après mise au point de l'offre retenue pour chaque marché et des documents contractuels des marchés de travaux ; **30%**.

⇒ **Pour l'exécution de la mission VISA**

Les prestations incluses dans l'élément de mission VISA sont réglées au prorata de l'avancement de l'élément de mission, pendant l'élément de mission DET.

⇒ **Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR) :**

- Elément DET (direction de l'exécution des travaux) : les prestations incluses dans l'élément DET sont réglées en fonction de l'avancement des travaux et de la mission DET, sous forme d'acomptes proportionnels à cet avancement,

- Elément AOR : (Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement des travaux (GPA)) : les prestations incluses dans l'élément AOR sont réglées comme suit :

1- à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du dernier procès-verbal des opérations préalables à la réception : **40%**,

2- à la remise complète de tous les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) : **30%**,

3- à l'achèvement de toutes les levées de réserves et à la levée des GPA de tous les marchés de travaux : **30%**,

⇒ **Pour l'exécution des missions complémentaires SSI et OPC :**

Les prestations incluses dans les missions complémentaires OPC et SSI sont réglées au prorata de l'avancement de la mission (selon les différentes phases de conception, de réalisation et AOR (jusqu'à la levée de la GPA).

### 3.3.3 FACTURATION

Le montant relatif aux éléments de la mission considérée comme constituant des phases techniques d'exécution, est déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

La valeur de ces pourcentages est renseignée dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement. Modalités de règlement

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG/Maitrise d'œuvre, le règlement des sommes dues (des états d'acomptes et solde) demeure subordonné à la production de factures lesquelles ne sont pas réclamée au titulaire.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- ✚ Dates, références (numéro et désignation) du présent marché,
- ✚ Numéro d'engagement juridique (EJ) du marché,
- ✚ Le code service numéro 77
- ✚ La désignation de la prestation exécutée ainsi que la période concernée, sous peine de rejet.

La facture est établie en un exemplaire daté, faisant référence au présent marché et adressée à la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale.

**Les factures sont transmises uniquement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro. <https://chorus-pro.gouv.fr>**

En cas de co-traitance, les factures des co-traitants sont transmises au mandataire titulaire via chorus Pro. Le mandataire ajoute au dossier de facturation la répartition des paiements avant validation et transmission au MOA conformément à l'article 12.1.3 du CCAG/MOE, le mandataire est seule habilité à présenter les demandes de paiements des cotraitants.

**Siret CNMSS : 180 090 045 00014 – code service N° 77**

Pour toutes demandes relatives à la facturation vous pouvez contacter le bureau facturier à l'adresse mail suivante : [DAC.BF@cnmss.fr](mailto:DAC.BF@cnmss.fr)

#### **Paielements**

La monnaie du marché est l'euro.

#### **Délai de paiement**

La CNMSS procédera au paiement des sommes dues dans un délai maximum de 30 jours, à compter de la réception de la demande de paiement du titulaire par le maître d'ouvrage, accompagnée des justifications afférentes. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; un nouveau délai global est ouvert, il ne peut en aucun cas être inférieur à 30 jours à compter de la réception des justifications demandées.

A défaut de paiement dans les délais prévus, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3.3.4 Solde**

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG/Maitrise d'œuvre, après constatation de l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement finale. Il ne sera pas établi de décompte général définitif. La facture finale, abondée de la variation de prix si besoin, vaudra solde du marché.

### **3.3.5 Cession – nantissement**

L'exemplaire unique nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

Sont désignés :

- Comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-46 et suivants du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018 : le Directeur de la CNMSS.
- Comme comptable assignataire des paiements : l'Agent comptable de la CNMSS - 247, avenue Jacques Cartier 83090 Toulon cedex 9.

### **3.3.6 Paiement des sous-traitants**

L'acte spécial (DC4) précise tous les éléments contenus dans l'article 11.3 et suivant du CCAG/MOE

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

### **3.3.7 Retenue de garanties**

Sans objet.

## **4 DELAIS – PRESENTATION DOCUMENT**

Les délais d'exécution des missions de base et des missions complémentaires sont indiqués au paragraphe D5 de l'acte d'engagement.

### **4.1 PHASE ETUDES**

#### **4.1.1 Etablissement des documents d'études**

##### **4.1.1.1 Présentation des documents :**

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG/MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

##### **4.1.1.2 Nombre d'exemplaires :**

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception.

Le tableau ci-dessous précise le nombre d'exemplaire à fournir.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessus dans le cadre de l'opération envisagée.

Documents	Nombre d'exemplaire en version papier (pièces écrites et graphiques)	Version informatique et format
Etudes de diagnostics	2	Pièces écrites au format ".doc" et ".pdf" et les pièces graphiques au format ".dwg" et ".pdf".
AVANT- PROJET SOMMAIRE	2	
AVANT- PROJET DEFINITIF	2	
Demande d'autorisations administratives	Autant que nécessaire pour les autorités administratives + 1 copie au maître de l'ouvrage	
PRO-DCE	2	
ACT Dossier de consultation des entreprises	2	
VISA Liste des documents exécution approuvés	3	
AOR-DOE	3	

#### 4.1.1.3 Délais :

Conformément à l'article 20.2 du CCAG/Maîtrise d'œuvre, la décision par le maître de l'ouvrage d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction de ou de rejet pour chacun des éléments de mission de maîtrise d'œuvre doit intervenir dans un délai de deux mois à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage des documents d'étude (en version papier) formant le dossier d'étude concerné à réceptionner.

Par dérogation à l'article 21.2.1 du CCAG/Maîtrise, en cas d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter à nouveau les prestations.

Les délais d'exécution relatifs à la remise des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés sont les suivants :

Mission considérée	Document à remettre	Délai maximum de remise	Point de départ du délai
DIA	Etudes de diagnostics	1 mois	Ordre de service prescrivant la date de commencement
Avant-projet sommaire	Etude Avant-projet sommaire	1 mois	Ordre de service prescrivant la date de commencement
Avant-projet définitif	Avant-projet définitif	1 mois	Ordre de service prescrivant la date de commencement
	Dossiers de permis de construire et demandes des autorisations administratives de réalisation des travaux		

PRO-DCE	CCTP et plans et tous les documents du dossier de consultation des entreprises de travaux (DCE)	1 mois	Ordre de service prescrivant la date de commencement
ACT	Elaboration de la fiche technico-administrative (FTA) du dossier de consultation des entreprises de travaux (DCE) simultanément à la phase PRO/DCE	15 jours	Ordre de service prescrivant la date de commencement
	Etude des offres	15 jours	
VISA	Examen des documents d'études	10 jours	Date de remise des documents d'entreprises
	Synthèse des documents d'exécution-Plans	10 jours	Date de remise des documents d'entreprises
DET	Etablissement des certificats de paiement et vérification des projets de décomptes	7 jours	Date de dépôt sur Chorus Pro du projet de décompte de l'entreprise
	Etablissement du projet de Décompte Général Définitif (DGD)	10 jours	Date de réception ou de dépôt sur Chorus Pro du projet de décompte final de l'entreprise
	Instruction de mémoire de réclamation	1 mois	Date de réception ou de dépôt sur Chorus Pro du mémoire de réclamation de l'entreprise
	Etablissement des fiches de travaux modificatifs (FTM)	8 jours	Date de réception des devis des entreprises
	Fourniture de compte-rendu de chantier	3 jours	Date de la réunion de chantier
AOR	Etablissement des PV OPR	5 jours	Date d'exécution des OPR
	Fourniture et vérification des dossiers des ouvrages exécutés (DOE)	1 mois	Ordre de service prescrivant la date de commencement
GPA	Fourniture rapport examen de désordres	15 jours	Date de notification au MOE par le MOA du ou des désordres
Toutes missions	Rectificatif des dossiers après validation par MOA	15 jours	Ordre de service prescrivant la date de commencement



## 4.2 PHASE TRAVAUX

### 4.2.1 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12 du CCAG/Travaux, à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur de travaux et qui lui sont transmis via Chorus. Après vérification, il réalise les états d'acompte et transmet l'ensemble via la procédure Chorus Pro. Le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

#### Délais de vérification :

Conformément à l'article 12.2.2 du C.C.A.G./Travaux, le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours calendaires à compter de la date de dépôt sur Chorus Pro du projet de décompte mensuel de l'entreprise.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final de l'entrepreneur et l'établissement du décompte final par le maître d'œuvre est fixé à 10 jours calendaires à compter à compter de la date de dépôt sur Chorus Pro du projet de décompte final de l'entreprise.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.



A l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

### 4.2.2 Ordres de service

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Les ordres de service faisant suite à une décision du maître de l'ouvrage doivent être notifiés à l'entrepreneur dans un délai de 7 jours.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

-  Porte sur la notification des dates des commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
-  Entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants.

### 4.2.3 Instruction des mémoires de réclamation

#### *Délai d'instruction :*

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

### 4.3 MODIFICATION DE PROGRAMME ET/OU DE PRESTATIONS

En cas de modification de programme et/ou des prestations décidées par le maître de l'ouvrage, le présent contrat fait l'objet d'un avenant qui :

- ⇒ Arrête le programme modifié
- ⇒ Arrête le contenu de la mission de maîtrise d'œuvre compte tenu des modifications de prestations apportées ;
- ⇒ Arrête le coût prévisionnel des travaux concernés par ces modifications ;
- ⇒ Adapte en conséquence la rémunération initiale du maître d'œuvre ;
- ⇒ Adapte les modalités d'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel.
- ⇒ Intégration d'éventuelles missions complémentaires

## 5 EXECUTION DE LA MISSION JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES de TRAVAUX

### 5.1 Coût prévisionnel des travaux

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel de réalisation sur la base de l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage, au paragraphe D2 de l'acte d'engagement.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre, au moment de la remise des prestations de l'élément APS et/ou APD, est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage, celui-ci peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception de l'avant-projet définitif par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage, à l'exclusion :

- ⇒ Du forfait de rémunération ;
- ⇒ Des dépenses de libération d'emprise ;
- ⇒ Des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiées à un artiste ou à un maître ;
- ⇒ Des frais éventuels de contrôle technique
- ⇒ De la prime éventuelle de l'assurance « dommages »
- ⇒ De tous les frais financiers

### 5.2 CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (études) fixé dans l'acte d'engagement.

### 5.3 TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 13.2 du C.C.A.G/Maîtrise d'œuvre, le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 7 %.

## 5.4 SEUIL DE TOLERANCE

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

## 5.5 COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus avantageuses par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT, appliqués aux marchés de travaux, pris respectivement au mois m0 des études du marché de maîtrise d'œuvre et du mois m0 des travaux :

(Total offres x BT m0 études)

BT m0 travaux

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer la consultation infructueuse.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivants la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude, et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure ou d'engager une nouvelle négociation.

## 6 EXECUTION DE LA MISSION APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

### 6.1 Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Un avenant notifie le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

## **6.2 CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT**

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques à la date de fixation du prix dans l'offre des marchés de travaux.

## **6.3 TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX**

Par dérogation à l'article 13.2 du C.C.A.G/Maîtrise d'œuvre, le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 5 %.

## **6.4 SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX**

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article précédent.

## **6.5 COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE**

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marché, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage, hors incidence des travaux modificatifs de catégories 2 et 3 tels que définis à l'article 7 du présent CCAP mais y compris les éventuelles indemnités sur réclamation.

## **6.6 MESURES CONSERVATOIRES**

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs de catégorie 2 et 3) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 6.4, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

## **6.7 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

En tout état de cause, conformément à l'article 6 du C.C.A.G/Maîtrise d'œuvre, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

# **7 PENALITES**

### **Titulaire exonéré :**

Par dérogation à l'article 16.2.1 du C.C.A.G./Maîtrise d'œuvre, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € H.T pour l'ensemble du marché.

### **7.1.1 Délai pour représenter les prestations après décision du maître d'ouvrage**

Le calcul des pénalités s'applique conformément à l'article 16 du CCAG/MOE.

### 7.1.2 Exécution des prestations :

Conformément à l'article 16.2.3 du C.C.A.G./Maîtrise d'œuvre, en cas de retard dans l'exécution des prestations mentionnées ci-dessus par le maître d'œuvre, le maître d'œuvre peut subir sur ses créances des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 3000$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur de l'élément de mission auquel se rattache la prestation en retard et sur lequel est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variation de prix et hors du champ d'application de la TVA, dudit élément de mission

R = nombre de jour de retard.

### 7.1.3 Absence aux réunions :

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG/Maîtrise d'œuvre, pour toute absence aux réunions, sachant que tout retard non excusé supérieur à 15 minutes est considéré comme une absence, le maître d'œuvre encourt une pénalité de 300 €.

### 7.1.4 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Par dérogation à l'article 16.2.3 du C.C.A.G./Maîtrise d'œuvre, en cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre peut encourir, sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 100 €.

### 7.1.5 Ordres de service :

Par dérogation à l'article 16.2.3 du C.C.A.G./Maîtrise d'œuvre, la carence constatée du maître d'œuvre dans la délivrance des ordres de service expose celui-ci à l'application d'une pénalité de 20 € par jour calendaire de retard (compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a été réellement) sur ses créances.

### 7.1.6 Instruction des mémoires de réclamation :

Par dérogation à l'article 16.2.3 du C.C.A.G./Maîtrise d'œuvre, en cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre peut encourir, sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 75€.

### 7.1.7 Dépassement du seuil de tolérance :

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 6.4, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux de pénalité est égal au taux de rémunération « t », fixé en D2 de l'acte d'engagement, multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## 8 MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION ET CONSEQUENCES SUR LA REMUNERATION

### 8.1 MODIFICATIONS EN COURS d'EXECUTION DE LA MISSION

#### 8.1.1 Nature des modifications

Les modifications apportées, soit en phase conception, soit en phase exécution, relèvent de l'une des trois catégories ci-après :

- 1) Modifications ne résultant pas d'une modification du programme :
  - ⇒ Pour améliorer le rapport qualité prix de l'ouvrage,
  - ⇒ Par suite d'imprévision ou d'imprécision des études précédentes,
  - ⇒ De réserves du contrôleur technique,
  - ⇒ De non observation des DTU,
  - ⇒ Consécutives à une erreur dans la conduite des travaux.
- 2) Modifications dans la consistance du projet résultant d'une modification du programme initial ou de dispositions techniques particulières demandées par le maître de l'ouvrage ou acceptées par le maître de l'ouvrage sur propositions du maître d'œuvre.
- 3) Modifications s'imposant au maître de l'ouvrage (changement de réglementation, exigences d'administrations locales, ou par suite d'un événement qui relèverait de la théorie de l'imprévisibilité...).

#### 8.1.2 Rapport du maître d'œuvre

Quelle que soit la nature de la modification, le maître d'œuvre établit, dans les 15 jours qui suivent le fait générateur ou la révélation d'une difficulté, un rapport au maître de l'ouvrage précisant :

- ⇒ Les circonstances qui motivent la proposition de modification,
- ⇒ La ou les solutions que propose le maître d'œuvre,
- ⇒ Les conséquences techniques de chaque solution,
- ⇒ Les éventuelles conséquences calendaires de chaque solution,
- ⇒ L'estimation financière tant sur le coût d'investissement que sur les coûts d'exploitation,
- ⇒ L'incidence sur le coût prévisionnel ou le coût de réalisation,
- ⇒ L'avis de classement dans l'une des catégories de modifications visées ci-dessus,

L'éventuel surcoût d'études en application des dispositions des articles 8.2 et 8.3 ci-après.

Le rapport est remis en trois exemplaires.

### **8.1.3 Décision de la personne publique**

La décision de la personne publique est notifiée au maître d'œuvre par ordre de service. Sauf cas d'urgence, cette décision intervient dans les 15 jours de la présentation du rapport et est assortie des propositions prévues aux articles 8.2 et 8.3 ci-après.

## **8.2 CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS EN PHASE CONCEPTION**

### **8.2.1 Modification de catégorie 1**

Pour les modifications relevant de la première catégorie, le maître d'œuvre conduit les études nécessaires à l'adaptation du projet au programme sans modification du coût prévisionnel, ni supplément de rémunération.

### **8.2.2 Modifications de catégorie 2 et 3**

Les modifications des deuxièmes et troisièmes catégories peuvent donner lieu à modification du coût prévisionnel des travaux et du forfait de rémunération sur la totalité de la mission pour les éléments considérés. L'absence de rapport dans les conditions prévues à l'article 8.1.2 supra entraîne le renoncement du maître d'œuvre à ces dispositions.

Dans les 15 jours suivant la présentation du rapport ci-dessus, la personne publique notifie par ordre de service, sa position et éventuellement un projet d'avenant qui détermine le nouveau coût prévisionnel (C) et le nouveau forfait de rémunération (F).

En attendant la conclusion et la notification de l'avenant, le maître d'œuvre poursuit sa mission et sa rémunération est établie sur la base des propositions de la personne publique.

En cas de refus de signature de l'avenant par le maître d'œuvre, les dispositions de l'ordre de service s'appliquent jusqu'au règlement du différend.

## **8.3 CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS EN PHASE EXECUTION DES TRAVAUX**

### **8.3.1 Modification de catégorie 1**

Pour les modifications relevant de la première catégorie, le maître d'œuvre conduit les études nécessaires à l'adaptation des marchés de travaux sans modification du coût de réalisation des travaux, ni supplément de rémunération.

Dans les 15 jours suivant la présentation du rapport prévu à l'article 8.1.2 supra, la personne publique notifie par ordre de service sa décision.

### **8.3.2 Modification de catégorie 2 et 3**

Ces modifications sont chiffrées par les entreprises et leur coût ramené aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement des prix des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre estime les éventuelles incidences de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en les décomposant par élément de mission. L'éventuelle modification de la rémunération forfaitaire du maître d'œuvre intervient par avenant au présent marché.

Ces modifications ne seront pas comptabilisées dans le coût constaté des travaux prévu à l'article 5.5 du présent CCAP.



## 9 SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

Conformément aux dispositions de l'article 1.3 du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Le maître d'œuvre devra notamment réaliser autant de réunions de chantier par semaine et de réunions techniques sur site que le nécessiteront la complexité technique de réalisation de l'ouvrage et le phasage des travaux en site occupé (avec au minimum une réunion de chantier hebdomadaire sur site avec les entreprises faisant l'objet d'un compte-rendu de réunion détaillé).

En cas de nécessité, et sur mail ou courrier ou fax de l'entreprise ou du maître d'ouvrage, la présence du maître d'œuvre pourra être requise sur le chantier en plus de la réunion hebdomadaire.

## 10 UTILISATION DES RESULTATS

Les résultats sont définis à l'article 22.1 du CCAG-MOE. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 24.1 du CCAG-MOE.

## 11 ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « garantie de parfait achèvement » des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG de travaux applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître d'ouvrage en application de l'article 44.2 du CCAG/Travaux et réception par le maître d'ouvrage du compte-rendu de fin de GPA pour chaque marché de travaux et du journal de chantier (avec le dossier d'ordres de services originaux comprenant les comptes rendus de réunions de chantier et les pièces jointes).

## 12 RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 et suivants du C.C.A.G/Maîtrise d'œuvre avec les précisions ci-dessous énoncées.

## 13 ASSURANCE, DEROGATIONS ET LITIGES

### 13.1 Assurance

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G/Maîtrise d'œuvre, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du code civil.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

### 13.2 Litiges

Conformément à l'article 35 du C.C.A.G/Maîtrise d'œuvre, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.



En cas de désaccord les contestations ou litiges sont de la compétence exclusive du tribunal administratif de Toulon et selon les lois et les règlements en vigueur en France.

### 13.3 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour assurer au mieux ce suivi de ses obligations, issues des articles L.8222-1 et suivants et D.8222-5 et D.8254-2 du Code du travail, la CNMSS a choisi de confier à la plateforme Hiveo cette collecte et vérification documentaire. Le coût de cette solution, entièrement pris en charge par la CNMSS, est donc gratuit pour vous.

A l'issu de la notification vous recevrez un email d'invitation de la part de Hiveo pour créer votre compte et y déposer vos documents.

### 13.4 Dérogations au CCAG/Maitrise d'œuvre

Article du présent CCAP	Article du CCAG/Maitrise d'œuvre
3.3.2 Acomptes	11.2 - Acomptes
3.3.3 Facturation	11.7 – Demande de paiement finale
3.3.4 Solde	11.8 – Décompte général définitif
4.1.1.1 Présentation des documents	20.4.2 Frais de vérification
4.1.1.3 Délai	21.2 Ajournement
5.3 Seuil de tolérance 6.3 Tolérance sur le cout de réalisation des travaux	13.2 Engagement du Maitre d'œuvre
7 Pénalité 7.1.3 Absence aux réunions 7.1.4 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs 7.1.5 Ordres de service 7.1.6 Instruction des mémoires de réclamation	16 - 16.2 et 16.2.3 - Pénalités pour retard